

Déclaration d'indépendance du Cyberespace

John P. Barlow

février 1996



Texte original sur le site web de l'EFF, 9 février 1996.
Traduction : Hache, février 1996

Hier, l'autre grand invertébré à la Maison Blanche a signé le *Telecom « Reform » Act of 1996*, tandis que Tipper Gore prenait des photos numériques de l'événement pour les inclure dans un livre appelé *24 heures dans le Cyberespace* [24 Hours in Cyberspace].

On m'avait aussi demandé de participer à la création de ce livre en écrivant quelque chose d'approprié à la circonstance. Étant donné l'horreur que serait cette législation pour l'Internet, j'ai jugé que le moment était bien choisi pour faire acte de résistance.

Après tout, le *Telecom « Reform » Act*, qui est passé au Sénat avec seulement 4 votes contre, rend illégal, et punissable d'une amende de 250 000 dollars, de dire « shit » en ligne. Comme de dire l'un des 7 mots interdits dans les médias de diffusion grand public. Ou de discuter l'avortement d'une façon ouverte. Ou de parler des fonctions physiques autrement que dans des termes purement cliniques.

Cette législation cherche à imposer des contraintes sur la conversation dans le Cyberespace plus fortes que celles qui existent aujourd'hui dans la cafétéria du Sénat, où j'ai entendu des indécentes colorées dites par des sénateurs des États-Unis à chaque fois que j'y ai dîné.

Cette loi a été mise en oeuvre contre nous par des gens qui n'ont pas la moindre idée de qui nous sommes, ni où notre conversation est conduite. C'est, comme l'a dit mon ami et rédacteur en chef de *Wired* Louis Rosseto, comme si « les analphabètes pouvaient vous dire quoi lire ».

Eh bien, qu'ils aillent se faire foutre.

Ou, de façon plus pertinente, prenons maintenant congé d'eux. Ils ont déclaré la guerre au Réseau. Montrons-leur combien rusés, déroutants et puissants nous pouvons être pour nous défendre.

J'ai écrit quelque chose (avec toute la pompe appropriée) qui je l'espère deviendra un des moyens dans ce but. Si vous le trouvez utile, j'espère que vous le ferez passer aussi largement que possible. Vous pouvez omettre mon nom si vous voulez, parce que je ne me soucie pas qu'on me crédite du texte. Vraiment pas.

Mais ce que j'espère, c'est que ce cri trouvera un écho dans le Réseau, changeant et croissant et se multipliant, jusqu'à devenir un grand hurlement égal au crétinisme qui vient de nous être infligé.

Voici donc...

Déclaration d'indépendance du Cyberespace

Seule l'erreur a besoin du soutien du gouvernement. La vérité peut se débrouiller toute seule.

—Thomas Jefferson, *Notes on Virginia*

Gouvernements du monde industriel, vous géants fatigués de chair et d'acier, je viens du Cyberespace, le nouveau domicile de l'esprit. Au nom du futur, je vous demande à vous du passé de nous laisser tranquilles. Vous n'êtes pas les bienvenus parmi nous. Vous n'avez pas de souveraineté où nous nous rassemblons.

Nous n'avons pas de gouvernement élu, et il est improbable que nous en ayons un jour, aussi je ne m'adresse à vous avec aucune autre autorité que celle avec laquelle la liberté s'exprime. Je déclare l'espace social global que nous construisons naturellement indépendant des tyrannies que vous cherchez à nous imposer. Vous n'avez aucun droit moral de dicter chez nous votre loi et vous ne possédez aucun moyen de nous contraindre que nous ayons à redouter.

Les gouvernements tiennent leur juste pouvoir du consentement de ceux qu'ils gouvernent. Vous n'avez ni sollicité ni reçu le nôtre. Nous ne vous avons pas invités. Vous ne nous connaissez pas, et vous ne connaissez pas notre monde. Le Cyberespace ne se situe pas dans vos frontières. Ne pensez pas que vous pouvez le construire, comme si c'était un projet de construction publique. Vous ne le pouvez pas. C'est un produit naturel, et il croît par notre action collective.

Vous n'avez pas participé à notre grande conversation, vous n'avez pas non plus créé la richesse de notre marché. Vous ne connaissez pas notre culture, notre éthique, ni les règles tacites qui suscitent plus d'ordre que ce qui pourrait être obtenu par aucune de vos ingérences.

Vous prétendez qu'il y a chez nous des problèmes que vous devez résoudre. Vous utilisez ce prétexte pour envahir notre enceinte. Beaucoup de ces problèmes n'existent pas. Où il y a des conflits réels, où des dommages sont injustement causés, nous les identifierons et les traiterons avec nos propres moyens. Nous sommes en train de former notre propre Contrat Social. Cette manière de gouverner émergera selon les conditions de notre monde, pas du vôtre. Notre monde est différent.

Le Cyberespace est fait de transactions, de relations, et de la pensée elle-même, formant comme une onde stationnaire dans la toile de nos communications. Notre monde est à la fois partout et nulle part, mais il n'est pas où vivent les corps.

Nous sommes en train de créer un monde où tous peuvent entrer sans privilège et sans être victimes de préjugés découlant de la race, du pouvoir économique, de la force militaire ou de la naissance.

Nous sommes en train de créer un monde où n'importe qui, n'importe où, peut exprimer ses croyances, aussi singulières qu'elles soient, sans peur d'être réduit au silence ou à la conformité.

Vos concepts légaux de propriété, d'expression, d'identité, de mouvement, de contexte, ne s'appliquent pas à nous. Ils sont basés sur la matière, et il n'y a pas ici de matière.

Nos identités n'ont pas de corps, c'est pourquoi, contrairement à ce qui se passe chez vous, il ne peut pas, chez nous, y avoir d'ordre accompagné de contrainte physique. Nous croyons que c'est de l'éthique, de la défense éclairée de l'intérêt propre et de l'intérêt commun, que notre ordre émergera. Nos identités peuvent être distribuées à travers beaucoup de vos juridictions. La seule loi que toute nos cultures constituantes pourraient reconnaître généralement est la *régle d'or* [« Ne fais pas aux autres ce que tu n'aimerais pas qu'ils te fassent », NdT]. Nous espérons pouvoir bâtir nos solutions particulières sur cette base. Mais nous ne pouvons pas accepter les solutions que vous tentez de nous imposer.

Aux États-Unis, vous avez aujourd'hui créé une loi, le *Telecommunications Reform Act*, qui répudie votre propre Constitution et insulte les rêves de Jefferson, Washington, Mill, Madison, Tocqueville et Brandeis. Ces rêves doivent maintenant renaître en nous.

Vous êtes terrifiés par vos propres enfants, parce qu'ils sont natifs dans un monde où vous serez toujours des immigrants. Parce que vous les craignez, vous confiez à vos bureaucraties les responsabilités de parents auxquelles vous êtes trop lâches pour faire face. Dans notre monde, tous les sentiments et expressions d'humanité, dégradants ou angéliques, font partie d'un monde unique, sans discontinuité, d'une conversation globale de bits. Nous ne pouvons pas séparer l'air qui étouffe de l'air où battent les ailes.

En Chine, en Allemagne, en France, à Singapour, en Italie et aux États-Unis, vous essayez de confiner le virus de la liberté en érigeant des postes de garde aux frontières du Cyberespace. Il se peut que ceux-ci contiennent la contagion quelque temps, mais ils ne fonctionneront pas dans un monde qui sera bientôt couvert de médias numériques.

Vos industries de plus en plus obsolètes se perpétueraient en proposant des lois, en Amérique et ailleurs, qui prétendent décider de la parole elle-même dans le monde entier... Ces lois déclareraient que les idées sont un produit industriel comme un autre, pas plus noble que de la fonte brute... Dans notre monde, quoi que l'esprit humain crée peut être reproduit et distribué à l'infini pour un coût nul. L'acheminement global de la pensée n'a plus besoin de vos usines.

Ces mesures de plus en plus hostiles et coloniales nous placent dans la même situation que ces amoureux de la liberté et de l'autodétermination qui durent rejeter les autorités de pouvoirs éloignés et mal informés. Nous devons déclarer nos personnalités virtuelles exemptes de votre souveraineté, même lorsque nous continuons à accepter votre loi pour ce qui est de notre corps. Nous nous répandrons à travers la planète de façon à ce que personne puisse stopper nos pensées.

Nous créerons une civilisation de l'esprit dans le Cyberespace. Puisse-t-elle être plus humaine et plus juste que le monde issu de vos gouvernements.

Davos, Suisse
8 février 1996